

## Chambre des Représentants

## Kamer der Volksvertegenwoordigers

N° 85

Session extraordinaire 1936

SEANCE  
du 16 Juillet 1936VERGADERING  
van 16 Juli 1936

Buitengewone zitting 1936

## PROPOSITION DE LOI

rétablissant la caisse des pensions des veuves et orphelins des professeurs communaux, instituteurs communaux, adoptés et adoptables.

## DEVELOPPEMENT

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi organique de 1844 a été modifiée par voie budgétaire, et, fort du vote qu'il a obtenu sur l'article 102 du budget des Voies et Moyens, le Gouvernement a promulgué les arrêtés 221 et 254, qui font table rase de la législation sur les Pensions des Veuves et Orphelins.

Que l'Etat conteste aux intéressés tout droit personnel ou collectif à disposer des avoirs accumulés, ne suffit pas cependant pour conclure qu'il ait le droit, lui, d'en disposer, même partiellement, au profit du Trésor ou d'agents étrangers à cette Caisse.

Pour justifier la reprise des Caisses, le rapport au Roi n° 221 s'est appuyé sur des considérations fort contestables :

Il n'est pas exact que les affiliés des différentes Caisses aient subi des sacrifices égaux : des trax très inégaux ont existé dans le passé quant aux retenues ; le rachat des années de guerre a été plus onéreux pour les instituteurs ;

Il n'est pas exact qu'il y eut égalité des avantages, puisque le stage de mariage fut abaissé à un an pour les P. T. T. en 1919, en 1927 pour les instituteurs ; puisque le tantième minimum a été porté à 20 p. c. pour les veuves d'instituteurs plusieurs années plus tard que pour celles des autres Caisses ; puisque les pensions de veuves de militaires se calculent sur la dernière année au lieu de la période quinquennale ;

Il n'est pas exact que la prétendue anomalie de Caisses déficitaires en face d'une Caisse pléthorique n'eût pas été prévue par le législateur de 1844, puisque les articles 92

G.

## WETSVOORSTEL

tot wederoprichting van de kas voor weduwen en weezzen van de aangenomen en aanneembare gemeenteleeraars en -onderwijzers.

## TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

De organieke wet van 1844 werd door middel van een begrootingswet gewijzigd; steunende op de stemming uitgebracht op artikel 102 van de Rijksmiddelenbegroting, heeft de Regeering de besluiten n° 221 en 254 afgekondigd, waarin eene geheel nieuwe regeling voorkomt van de wetgeving op de Weduwen- en Weezerpensionen.

Zoo de Staat aan de betrokkenen alle persoonlijk of gemeenschappelijk recht ontzegt om te beschikken over het vergaarde vermogen, volstaat dit nochtans niet om hieruit af te leiden dat hij het recht zou hebben er, zelfs gedeeltelijk, over te beschikken ten voordele van de Schatkist of van beamten vreemd aan bedoelde Kas.

Om de overname der Kassen te billijken, steunde het verslag aan den Koning, n° 221, op zeer betwistbare overwegingen :

Het is onjuist te beweren dat de aangeslotenen bij de verschillende Kassen in gelijke mate offers hebben gebracht : zeer ongelijkmatige bedragen waren in het verleden van toepassing wat betreft de afhoudingen ; de afkooping der oorlogsjaren geschiedde onder zwaarder voorwaarden voor de onderwijzers.

Het strookt ook niet met de werkelijkheid, te beweren dat er gelijkheid van voordeelen bestond, gezien de wachttijd wegens huwelijjk herleid werd tot één jaar bij P.T.T., in 1919, voor de onderwijzers, in 1927, gezien het minimum-percentage voor de weduwen van onderwijzers op 20 t. h. werd gebracht, vele jaren later dan bij de andere Kassen ; daarbij dient aangestipt dat de weduwenpensionen der militairen berekend worden volgens het weddebedrag van het laatste jaar instede van rekening te houden met dat van de laaste vijf jaren.

Het houdt ook geen steek te beweren dat de abnormaliteit van het bestaan van met een tekort sluitende Kassen tegenover eene overvloedig voorziene Kas niet werd

et 93 des statuts de toutes les Caisses prévoient les mesures à prendre dans ces cas;

Il n'est pas exact que les capitaux confiés au Fonds d'amortissement sont inaliénables, et restent donc la garantie des pensions, puisque « le produit de l'encaissement des obligations amorties sera, au fur et à mesure des échéances, versé au budget des Voies et Moyens », d'où il résulte fatalement que ce dépôt de garantie disparaîtra progressivement.

D'autre part, ni le rajustement des pensions de retraite, ni l'unification du régime des pensions de veuves et orphelins ne respectent la justice distributive.

La Caisse des Instituteurs est la seule qui compte une majorité d'affiliés féminins : ces institutrices restent astreintes à des retenues égales à celles des autres agents masculins, mais elles n'obtiennent aucun avantage en contre-partie.

Le rajustement des pensions de retraite vaut à des affiliés des caisses déficitaires des augmentations massives qui s'ajoutent à des pensions souvent beaucoup plus élevées que celles des instituteurs ; ceux-ci, au contraire, n'en retirent que des améliorations fort minimes, en dépit de l'apport formidable de leur Caisse.

Là où la veuve d'un receveur des contributions de 4<sup>e</sup> classe et celle d'un instituteur avaient sensiblement la même pension, le rajustement donne à la première une augmentation six fois plus forte.

Lorsqu'une Caisse riche de plus de 400 millions applique à des pensions de veuves, qui n'atteignaient pas 3,000 francs par an, des augmentations considérablement inférieures à celles qui viennent s'ajouter à des pensions de retraite qui étaient déjà de 25, 30, 50,000 francs par an, il est difficile d'admettre que la justice distributive se trouve satisfaite.

Nous estimons donc que l'Etat n'aurait pas dû comprendre dans la mesure générale de reprise, la caisse des professeurs communaux et des instituteurs communaux, adoptés et adoptables, qui ne sont d'ailleurs pas des agents de l'Etat, et nous proposons pour ces membres de l'enseignement le rétablissement d'une Caisse autonome : c'est l'objet de l'article premier du projet de loi ci-après.

Nous nous bornons en général à prévoir l'application par cette Caisse des prescriptions des arrêtés 221 et 254 ; toutefois nous jugeons urgent d'élever quelque peu le minimum absolu de la pension de veuve, de prolonger jusqu'à 21 ans le bénéfice des accroissements pour enfants, et d'accorder une pension réduite en cas de mariage ou de remariage après la retraite de l'affilié.

Les traitements des agents célibataires et des agents féminins subissent les mêmes retenues que ceux des agents mariés. L'importance des sommes ainsi abandonnées au cours de la carrière dépasse singulièrement ce qui peut raisonnablement être demandé à l'esprit de solidarité ; ces sacrifices sans contre-partie se justifient d'autant moins

que les articles 92 et 93 des statuts de toutes les Caisses prévoient les mesures à prendre dans ces cas ;

Il n'est pas exact que les capitaux confiés au Fonds d'amortissement sont inaliénables, et restent donc la garantie des pensions, puisque « le produit de l'encaissement des obligations amorties sera, au fur et à mesure des échéances, versé au budget des Voies et Moyens », d'où il résulte fatalement que ce dépôt de garantie disparaîtra progressivement.

D'autre part, ni le rajustement des pensions de retraite, ni l'unification du régime des pensions de veuves et orphelins ne respectent la justice distributive.

La Caisse des Instituteurs est la seule qui compte une majorité d'affiliés féminins : ces institutrices restent astreintes à des retenues égales à celles des autres agents masculins, mais elles n'obtiennent aucun avantage en contre-partie.

Le rajustement des pensions de retraite vaut à des affiliés des caisses déficitaires des augmentations massives qui s'ajoutent à des pensions souvent beaucoup plus élevées que celles des instituteurs ; ceux-ci, au contraire, n'en retirent que des améliorations fort minimes, en dépit de l'apport formidable de leur Caisse.

Là où la veuve d'un receveur des contributions de 4<sup>e</sup> classe et celle d'un instituteur avaient sensiblement la même pension, le rajustement donne à la première une augmentation six fois plus forte.

Lorsqu'une Caisse riche de plus de 400 millions applique à des pensions de veuves, qui n'atteignaient pas 3,000 francs par an, des augmentations considérablement inférieures à celles qui viennent s'ajouter à des pensions de retraite qui étaient déjà de 25, 30, 50,000 francs par an, il est difficile d'admettre que la justice distributive se trouve satisfaite.

Nous estimons donc que l'Etat n'aurait pas dû comprendre dans la mesure générale de reprise, la caisse des professeurs communaux et des instituteurs communaux, adoptés et adoptables, qui ne sont d'ailleurs pas des agents de l'Etat, et nous proposons pour ces membres de l'enseignement le rétablissement d'une Caisse autonome : c'est l'objet de l'article premier du projet de loi ci-après.

Nous nous bornons en général à prévoir l'application par cette Caisse des prescriptions des arrêtés 221 et 254 ; toutefois nous jugeons urgent d'élever quelque peu le minimum absolu de la pension de veuve, de prolonger jusqu'à 21 ans le bénéfice des accroissements pour enfants, et d'accorder une pension réduite en cas de mariage ou de remariage après la retraite de l'affilié.

Op de wedden van het ongehuwd en van het vrouwelijk personeel, worden dezelfde afhoudingen gedaan als voor de gehuwden. De sommen waarvan aldus tijdens de loopbaan afstand wordt gedaan, overtreffen merkbaar het bedrag dat op redelijke wijze mag worden gevraagd aan den geest van solidariteit; die oprofferingen, zonder tegenhanger, zijn

que les revenus de la Caisse ont fini par atteindre le triple du montant de ses charges.

A la S. N. C. B., les agents célibataires et les agents féminins retirent de leurs versements des avantages égaux à ceux que les agents mariés laissent à leurs veuves et orphelins. Nous proposons de valoriser dans certains cas la moitié des versements capitalisés, en faveur du veuf, des descendants ou, à leur défaut, des héritiers collatéraux qui seraient dans le besoin.

des te minder te billijken daar de inkomsten der Kas thans driemaal zooveel bedragen als de lasten.

Bij de N. M. B. S., bekomen de ongehuwde en vrouwelijke leden van het personeel door hunne stortingen gelijkwaardige voordeelen als die welke door de gehuwden aan hunne weduwen en weezzen worden bezorgd. Wij stellen voor, in sommige gevallen, de helft der gekapitaliseerde stortingen te berekenen ten gunste van den weduwnaar, de ascendenten of, als zij er niet zijn, de erfgenamen in de zylijn die zich in staat van behoefté zouden bevinden.

Léo MUNDELEER.

### PROPOSITION DE LOI

#### ARTICLE PREMIER.

Une Caisse des Pensions des Veunes et Orphelins des professeurs communaux et des instituteurs communaux, adoptés et adoptables, est rétablie, sous le contrôle de l'Etat tel qu'il résultait de la loi de 1844 et des anciens statuts.

#### ART. 2.

La Caisse est gérée par un Conseil d'Administration composé de sept membres nommés par le Roi: un fonctionnaire du Ministère des Finances, un fonctionnaire du Ministère de l'Instruction Publique, deux membres choisis dans les Conseils communaux, et trois participants, en activité de service, représentant les trois grandes organisations nationales d'instituteurs.

#### ART. 3.

Les valeurs comprises à la date du 31 décembre 1935 dans le portefeuille de l'ancienne Caisse, qui avaient été remises à titre de dépôt au Fonds d'amortissement, font retour à la Caisse.

Toutefois il sera dressé un compte exact des subventions versées par l'Etat à l'ancienne Caisse, par application de la loi du 3 juin 1920, et la Caisse en versera la contre-valeur au Trésor, sous déduction du montant des liquidités qui ont fait l'objet de l'article 102 du budget des Voies et Moyens de 1936.

L'Etat n'assumera plus dorénavant la charge d'aucune subvention au profit de la nouvelle Caisse.

#### ART. 4.

Les retenues et contributions établies sur les traitements et emoluments des affiliés sont acquises à la Caisse.

Les retenues établies sur les pensions de retraite et de

### WETSVOORSTEL

#### EERSTE ARTIKEL.

Er wordt opnieuw een Weduwen- en Weezenkas opgericht voor de gemeentelijke leeraars en de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare onderwijzers, onder toezicht van den Staat, zooals dit geregeld werd bij de wet van 1844 en de vroegere statuten.

#### ART. 2.

De Kas wordt beheerd door een Raad van Beheer bestaande uit 7 door den Koning te benoemde leden: een ambtenaar van het Ministerie van Financiën, een ambtenaar van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, twee leden genomen uit de Gemeenteraden, en drie leden in actieve dienst vertegenwoordigend de drie nationale onderwijsvereenigingen.

#### ART. 3.

De waarden die op 31 December 1935 in de portefeuille waren van de vroegere Kas, en als deposito bij het Delgingsfonds waren ingebracht, worden teruggegeven aan de Kas.

Er wordt echter een juiste opgave gemaakt van de toelagen van den Staat aan de vroegere Kas, krachtens de wet van 3 Juni 1920; en de Kas stort de tegenwaarde er van in de Schatkist, na aftrekking van het bedrag der Kasmiddelen die het voorwerp hebben uitgemaakt van artikel 102 der begroting van 's Lands Middelen van 1936.

De Staat verleent voortaan geen enkele toelage meer aan de nieuwe Kas.

#### ART. 4.

De op de wedden en emolumenten der leden gevestigde kortingen en belastingen, vervallen aan de Kas.

De korting welke door § 4 van artikel 2 van besluit 221

survie, par le § 4 de l'article 2 de l'arrêté 221 du 27 décembre 1935, cesseront d'être opérées à partir du 1<sup>er</sup> du mois qui suivra la promulgation de la présente loi.

#### ART. 5.

Sauf les dérogations ci-après, les pensions à charge de la Caisse sont fixées conformément aux prescriptions de l'arrêté 254 du 12 mars 1936.

En principe, le minimum de la pension de veuve ne peut être inférieur à 6,000 francs, quitte à ne jamais dépasser la moitié du traitement d'activité du mari défunt.

Aux articles 2, § 2, 4, 6 et 9 de l'arrêté 254, l'âge de 21 ans est substitué à celui de 18 ans.

Le pensionné qui se marie ou qui se remarie peut demander sa réaffiliation, et cotiser à 6 p. c. du dernier traitement d'activité. Après un an de réaffiliation, la veuve éventuelle aura droit à la moitié de la pension calculée d'après toutes les années de contribution.

Le 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article 4 et les articles 11 et 12 de l'arrêté 254 ne sont pas appliqués dans le cas des agents affiliés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1936.

#### ART. 6.

Au décès d'une institutrice mariée, le veuf a droit à une pension égale à la moitié d'une pension de veuve, calculée dans les mêmes conditions d'âge et d'ancienneté; cette demi-pension s'augmente des accroissements complets pour enfants mineurs.

Au décès d'un affilié célibataire, tant féminin que masculin, la moitié des versements, capitalisés au taux pratiqué à la Caisse de Retraite, est convertie en rente viagère au profit de ses descendants, suivant les tarifs habituels de la Caisse de Retraite.

Si cet agent ne laisse pas d'ascendants, la conversion en rente viagère peut avoir lieu en faveur des héritiers collatéraux en ligne directe (frères et sœurs) qui seraient dans le besoin.

#### ART. 7.

La Caisse ristourne au Trésor le montant des traitements que l'Etat paie aux agents administratifs qu'elle occupe.

Chaque année, elle rembourse aussi au Trésor les dépenses résultant du rajustement des pensions de retraite payées aux anciens affiliés de la Caisse des Professeurs et Instituteurs communaux.

van 27 December 1935 gevestigd werden op de rust- en overlevingspensioenen, worden niet meer toegepast vanaf den 1<sup>er</sup> maand die volgt op de afhouding van deze wet.

#### ART. 5.

Behoudens de hierna volgende afwijkingen, worden de pensioenen die ten laste komen der Kas vastgesteld overeenkomstig de voorschriften van besluit 254 van 12 Maart 1936.

In principe mag het minimum van het weduwenpensioen nooit minder bedragen dan 6,000 frank; al moet het dan ook nooit meer bedragen dan de helft van de activiteitswedde van den overleden echtgenoot.

In de artikelen 2, § 2, 4, 6 en 9 van besluit 254, komt de leeftijd van 21 jaar in de plaats van 18 jaar.

De gepensioneerde die trouwt of hertrouwt mag vragen om opnieuw lid te worden, en een bijdrage betalen van 6 t. h. van de laatste activiteitswedde. Na één jaar nieuw lidmaatschap, heeft de eventuele weduwe recht op de helft van het pensioen berekend volgens al de jaren waarvoor belasting betaald werd.

De 4<sup>e</sup> paragraaf van artikel 4 en de artikelen 11 en 12 van besluit 254 worden niet toegestaan voor de beambten die aangesloten waren voor 1 Januari 1936.

#### ART. 6.

Bij het overlijden van een gehuwde onderwijzeres, heeft de weduwnaar recht op een pensioen gelijk aan de helft van een weduwenpensioen dat berekend wordt in dezelfde voorwaarden van ouderdom en ancienniteit; dit halfpensioen wordt verhoogd met de volledige toeslagen voor minderjarige kinderen.

Bij het overlijden van een ongehuwd aangeslotene, zoodanig als vrouw, wordt de helft der stortingen, gekapitaliseerd tegen den rentevoet van de Lijfrentekas, omgezet in een lijfrente ten gunste van zijn bloedverwanten in de opgaande lijn, volgens de gebruikelijke tarieven van de Lijfrentekas.

Zoo er geen bloedverwanten zijn in de opgaande lijn, mag de omzetting in lijfrente geschieden ten gunste van de rechtstreeksche erfgenamen in de zijlijn (broeders en zusters) die behoeftig zouden zijn.

#### ART. 7.

De Kas betaalt aan de Schatkist het bedrag terug van de wedden die de Staat uitkeert aan de bestuursbeambten in dienst der Kas.

Elk jaar betaalt zij ook aan de Schatkist de uitgaven terug, die voortvloeien uit de aanpassing van de rustpensioenen der vroegere aangeslotenen van de Kas der Gemeentelijke Leeraars en Onderwijzers.

Léo MUNDELEER,  
G. HOYAUX,  
E. JORIS,  
F. SAINTE.